



Monsieur Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 6 février 2015

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 de notre Règlement interne, je souhaite poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures ainsi qu'à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration.

Selon les informations transmises par les médias, le transport de personnes atteintes d'un handicap fera l'objet de changements.

En effet, jusqu'à présent les personnes handicapées travaillant sur le premier marché de l'emploi pouvaient profiter d'un transport gratuit entre leur domicile et le lieu de travail. Dorénavant, pour faire ces trajets, les personnes concernées devront payer un abonnement régulier de 440 euros par an ou 50 euros par mois.

Ces informations ont été transmises par courrier aux personnes concernées le 30 janvier dernier en vue d'une entrée en vigueur au 1^{er} mars 2015.

Or, selon les personnes concernées, différents problèmes se posent :

Tout d'abord les informations transmises ne sont accessibles ni aux personnes malvoyantes ou aveugles, ni aux personnes atteintes d'un handicap mental. Le même problème se pose par ailleurs au sujet du formulaire à remplir pour faire la demande d'un abonnement de transport public.

Ensuite, il semble que malgré l'abonnement à payer, les personnes atteintes d'un handicap devront continuer à payer 5, respectivement 8 euros par course avec le Novabus, si elles doivent se déplacer en dehors de trajets professionnels, p. ex. pour se rendre chez le médecin. Ces courses ne peuvent se faire qu'entre 7 et 22 heures et sont limitées au nombre de 15 – indépendamment d'autres facteurs, comme p. ex. du fait que les personnes concernées disposent ou non d'un véhicule privé adapté à leurs besoins grâce aux aides publiques, qu'elles puissent ou non se déplacer à l'aide du transport public ordinaire.

Par ailleurs, les personnes atteintes d'un handicap travaillant dans un atelier protégé pourront continuer à profiter du transport gratuit entre leur domicile et leur lieu de travail.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre ainsi qu'à Madame la Ministre les questions suivantes :

- Monsieur le Ministre et Madame la Ministre peuvent-ils me confirmer les changements concernant le transport des personnes atteintes d'un handicap ?
- Monsieur le Ministre et Madame la Ministre ne pensent-ils pas que les informations transmises tout comme les formulaires à remplir devraient être accessibles également aux personnes malvoyantes, aveugles ou atteintes d'un handicap mental ?
- Monsieur le Ministre et Madame la Ministre sont-ils d'accord pour dire qu'en ce qui concerne l'utilisation du Novabus, le nombre des courses tout comme le prix devraient mieux tenir compte de la situation particulière des personnes concernées ?

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.



Taina Bofferding
Députée

Réponse de Monsieur François BAUSCH, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, à la question parlementaire N°887 du 6 février 2015 de Madame la Députée Taina BOFFERDING

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée s'interroge sur les modifications proposées dans le cadre des transports spéciaux et en particulier dans le domaine du « Novabus ».

En effet, l'on peut confirmer les changements énoncés dans les médias concernant les deux services de transports spéciaux offerts par le département des transports c'est-à-dire, d'une part, le service gratuit « CAPABS », (Transport Complémentaire d'Accessibilité pour Personnes à Besoins Spécifiques concernant en particulier le transport vers les ateliers thérapeutiques, ateliers protégés, centres Ediff, etc.) et, d'autre part, le service ADAPTO (anciennement le Novabus concernant les besoins occasionnels et les trajets vers le marché du travail primaire).

Tout d'abord, je précise que de manière générale, les personnes invalides ont tous, indépendamment de la nature de leur handicap, accès gratuit aux transports publics nationaux, conformément au règlement ministériel du 19 décembre 2012 fixant les tarifs des transports publics, lorsqu'ils sont en possession d'une des cartes d'invalidité prévues par la loi modifiée du 23 décembre 1978 sur les cartes d'invalidité et de priorité.

En outre, dans le passé, un certain nombre de personnes bénéficiant du statut de travailleur handicapé et ayant d'importants problèmes de mobilité, ont été transportées depuis leur domicile vers leur lieu de travail sur le premier marché de l'emploi, dans le cadre des transports dits « Ediff », renommés CAPABS.

Or, ces transports « Ediff » sont réglés de façon générale par les articles 4 et 6 de la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics ainsi que par la loi du 14 mars 1973 portant création d'instituts de services d'éducation différenciée qui prévoit la gratuité des transports pour les enfants à particularité mentales, caractérielles ou sensorielles, ainsi que par la loi du 16 août 1968 portant création d'un centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique qui prévoit que le ramassage des élèves soit fixé par règlement grand-ducal. D'ailleurs, la loi budgétaire précise depuis des années qu'il s'agit du *« transport effectué pour le compte des élèves fréquentant les établissements de l'éducation différenciée et de l'intégration scolaire, des personnes fréquentant les centres pour handicapés physiques et polyhandicapés, ainsi que des travailleurs handicapés et des jeunes en mal d'insertion professionnelle »*.

Par conséquent, l'on a dû reformer complètement cette situation.

Suite à la réorganisation des transports spéciaux et après une soumission publique dans ce domaine, ces transports ne rentrent plus dans les nouvelles conditions appelées CAPABS. Dorénavant et conformément aux textes précités, ceux-ci se limiteront strictement aux transports vers les centres et ateliers spéciaux et thérapeutiques.

Les autres personnes qui ont un travail sur le premier marché de l'emploi, à savoir quelques 70 à 80 personnes, continuent à jouir d'un transport individuel spécial vers leur lieu de travail par les services spéciaux ADAPTO (anciennement NOVABUS) tout en supprimant en leur faveur certaines restrictions d'utilisation généralement inhérentes à ce service. Ils bénéficient donc d'un transport journalier adapté à leurs besoins, les frais du transporteur en étant portés par l'Etat suivant les modalités d'un contrat de concession bilatéral.

Cependant, ces transports ne seront dorénavant plus gratuits. La proposition que ces personnes, devront se procurer d'un abonnement au même prix que les abonnements ordinaires existants dans les transports publics (abonnement mensuel ou annuel), ne fait que preuve d'une égalité de traitement entre tout autre salarié et les personnes bénéficiant du statut de travailleur handicapé.

Dans cette même logique, les services occasionnels spécifiques de transports de personnes adaptés aux personnes à mobilité réduite, connus actuellement sous le nom de «Novabus» et renommés Adapto font l'objet d'une certaine réforme qui sera prochainement discuté avec les associations du secteur.

En effet, à l'époque en 2008, lors de l'introduction du Novabus, le département des transports a voulu faciliter l'accès et la participation autonome à la vie sociale aux personnes fortement réduites dans leur mobilité en leur offrant un moyen de mobilité adapté à leurs besoins. La condition qui était requise pour avoir accès à l'utilisation de ces transports consiste en la détention d'une carte d'invalidité telle que définie par la loi précitée du 23 décembre 1978, de type B (invalidité > 50%) ou C (invalidité > 75%).

Or, les critères d'obtention pour une carte d'invalidité de type B ne correspondent pas aux attentes du département des transports alors que l'invalidité du détenteur n'avait parfois aucun rapport avec sa mobilité. La conséquence en est une clientèle en forte croissance et des dépenses dépassant actuellement déjà les 10 millions d'euros.

Par conséquent, une réforme s'impose pour limiter ce service uniquement aux personnes qui n'ont pas la possibilité d'utiliser les transports publics ordinaires et pour pouvoir offrir un service plus adapté à leurs besoins.

Enfin, en ce qui concerne le reproche que les courriers émis par mon département n'étaient pas accessibles aux personnes malvoyantes, aveugles ou atteintes d'un handicap mental, l'on consent que certes, de manière générale, les administrations ne sont pas équipées en ce qui concerne l'accessibilité de documents à des personnes aveugles ou en état mental tel qu'ils ne peuvent pas remplir des formulaires. Cependant, je me permets toutefois de relever que des prestations spécifiques notamment de la part de l'assurance dépendance existent et qui sont destinées à subventionner des équipements spéciaux pour l'accessibilité à des documents aux personnes qui en ont besoin.